

# Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

## A MOSCOU RIEN DE NOUVEAU

de Roberto Cestelli

*Avec une scénographie militaire impeccable, mais sans aucune participation émotive du peuple, la dépouille du V<sup>e</sup> tsar rouge Yuri Andropov, a été inhumée au pied du mur du Kremlin, derrière le mausolée de Lénine, dans ce que l'on appelle désormais «la nécropole de la Révolution».*

*Au moment de l'inhumation, l'Union soviétique a interrompu toute activité en signe de deuil, mais pendant cinq minutes seulement. Aucun regret pour le Tsar disparu et apathie à Moscou dans l'attente de connaître son successeur.*

*Au palais, la lutte pour le pouvoir avait eu tout le temps de se dérouler pendant les six longs mois du cours - dont l'issue fatale était prévue - de la maladie d'Andropov.*

*Konstantin Ustinovic Cernenko a battu, avec ses soixante-douze ans, tout record de grand âge en assumant la charge de secrétaire du parti communiste de l'Union soviétique.*

*Staline était arrivé au pouvoir à 43 ans, Krouchtchev à 58, Brejnev à 55 et Andropov à 68.*

*Nous ignorons si l'âge avancé de Cernenko et son état de santé, certainement*

*guère brillant, doivent être considérés comme des éléments indiquant une solution de transition ou s'il ne s'agit pas, plutôt, d'une véritable escalade de la vieille classe dirigeante dont le maréchal Ustinov, âgé de soixante-quinze ans et l'éternel Gromyko sont les principaux représentants.*

*Les raisons qui ont amené la direction du P.C.U.S. à la solution Cernenko et à refuser le leadership à un dirigeant plus jeune, posent de nombreux points, d'interrogation. Mais est-ce qu'il existe réellement des «raisons», ou le choix pour les vieux hommes du Politbureau a-t-il été naturel, automatiquement cohérent avec la structure d'un système qui n'admet pas de rechanges, qui refuse tout changement innovateur et qui est imprégnée jusqu'au fond de cet esprit russo-asiatique fait de résignation et de fatalisme que la brutalité militaire ou celle d'une police d'Etat n'arrivent pas, elles non plus, à secouer?*

*La disparition d'Andropov a confirmé qu'une longue et lente agonie n'exige pas une substitution; en URSS il faut mourir au pouvoir; seule exception l'expulsion de Krouchtchev, victime d'un complot de palais.*

## L'IMMOBILISME DU KREMLIN

*On ne parle désormais plus de cette guerre, bien que l'on sache qu'elle continue, sanglante, inutile et incompréhensible.*

*Nous avons ensuite assisté à la « crise » polonaise qui dure encore avec ses hauts et ses bas, avec des menaces d'invasion immédiatement retirées et puis abandonnées probablement par crainte que le germe polonais ne puisse contaminer les troupes d'occupation.*

*On est finalement arrivée à la démonstration extraordinaire d'immobilisme diplomatique, politique et, dans certaines limites, stratégiques aussi bien vis-à-vis de ce que l'on appelle la « guerre oubliée » - la lutte entre l'Irak et l'Iran qui a repris, en ce moment, à éclater d'une façon extrêmement dangereuse - que vis-à-vis de l'invasion israélienne du Liban, de l'extermination de l'Olp et maintenant de l'avancée syrienne qui pourrait remettre en mouvement, pour une offensive-défensive, l'armée d'Israël.*

*Que se passe-t-il actuellement au Kremlin ?*

*Il est évident que depuis la seconde moitié de 1983, lorsque la maladie mit pratiquement Andropov hors jeu, l'URSS a été gouvernée par une sorte de comité composé des membres les plus vieux du politbureau; la nomination de Cernenko n'est, à notre avis, qu'une autre étape de l'éclipse de l'empire soviétique qui est étrangement entré dans une phase apparente de déclin irréversible.*

*Bien qu'ayant, maintenant, un secrétaire général du P.C.U.S. en fonction et dans le pleine possession de ses prérogatives, la direction du Kremlin reste, en réalité, encore collégiale et probablement soumise à toutes les pressions dues à des intrigues de palais.*

*L'ours russe semble, pour le moment, tombé dans une longue léthargie hivernale et ne se réveillera, peut-être, qu'après la nomination d'un successeur au successeur d'Andropov.*

*L'histoire de l'URSS ne sera pas marquée par l'ère d'Andropov.*

*Au cours de ses quinze mois de pouvoir - dont, peut-être, une moitié seulement dans des conditions de santé discrètes - il n'a pas eu le temps de manifester ses ambitions réelles de gouvernement.*

*Son aventure a été brève et contrariée, une tentative à peine ébauchée de combattre l'inefficacité et la corruption déjà dénoncées par Brejnev sans aucune suite d'action.*

*Mais ces tentatives limitées d'Andropov ont probablement dérangé l'immobilisme de la haute nomenklatura; la nomination de Cernenko, vieux et malade, démontre qu'en Union soviétique la politique ne dépend pas de la présence au Kremlin d'un leader plutôt que d'un autre.*

*Le pouvoir, bien qu'obtenu à travers des voies tortueuses, ne peut plus être personnalisé au Kremlin, comme cela l'avait été pour Staline; après lui, personne d'autre ne peut plus laisser son empreinte personnelle dans l'immense système bureaucratique de l'Etat soviétique.*

*La nomination d'Andropov, qui était déjà le chef du KGB, sembla être, pendant une brève période, un défi en raison uniquement des promesses qu'il fit mais qu'il n'a pas pu tenir: la rupture du bloc de l'Occident par les marches de la paix, par la menace de nouvelles armes pointées contre l'Europe, par la renonciation de l'Allemagne fédérale à l'installation des Pershing 2, par l'accusation de militarisme adressée à l'Italie pour la dissuader d'installer les missiles à Comiso et même par la menace contre les USA d'installer, près de leur territoire, de nouvelles armes atomiques.*

*Le court règne d'Andropov doit être considéré, tout comme ses résultats, une faillite complète de la politique étrangère soviétique frappée, en outre, par l'indignation mondiale à la suite de l'abatage stupide et négatif de l'avion civil sud-coréen.*

*C'est depuis l'invasion de l'Afghanistan que l'Union soviétique semble incapable de définir clairement son propre rôle dans le monde.*

## LA PARALYSIE SOVIETIQUE

*Les défauts d'un modèle productif archaïque et d'un système politique historiquement failli, viennent, maintenant, à la surface et les raisons fondamentales de l'actuelle paralysie soviétique sont à rechercher dans la crise très profonde que traverse le pays.*

*La révolution industrielle de l'URSS avait été réalisée dans des conditions de despotisme absolu, typiques du système communiste basé sur les principes du marxisme-léninisme sous la direction de fer de Staline.*

*L'Union soviétique doit maintenant réaliser sa deuxième révolution industrielle, celle de l'industrie légère, nécessaire pour satisfaire la demande, trop longuement comprimée, de l'expansion des consommations. Et elle rencontre de nombreuses difficultés, car elle ne possède ni la capacité de s'adapter aux demandes effectives de son marché interne, ni la capacité d'une reconversion culturelle de l'industrie et de la mobilisation non forcée de ses ressources matérielles et de rendement de la main-d'oeuvre.*

*Et une troisième révolution est à ses portes: celle de l'ère post-industrielle qui impose l'utilisation de technologies de plus en plus avancées. Les nations les plus développées doivent donc permettre aux*

*techniciens et aux hommes de science des contacts directs, sans aucune limite de frontière.*

*Le rythme du développement de la civilisation technologique ne permet plus aux nations, si grandes soient-elles, de pouvoir s'isoler, sous peine d'une régression irrécupérable.*

*Aucun signe concret de compréhension de ces problèmes ne semble venir du Kremlin.*

*C'est de la réponse que le successeur d'Andropov ou que le successeur du successeur saura donner à cette double crise interne, surtout à la crise économique et politique, que dépendra, en grande partie, le comportement future de l'URSS dans l'arène internationale.*

*Le moment le plus dangereux pour tout régime totalitaire est toujours celui où, après être entré en crise, il est obligé de se réformer ou de fermer pour faillite.*

*C'est le moment où une action violente peut paraître, à l'Homme du Palais-Rouge, une forme de solution, car elle lui permet d'indiquer à son peuple un ennemi externe présumé comme responsable du mauvais fonctionnement du système.*

*Ce sera là, pour l'Occident, le moment du danger qui n'a pas encore commencé; l'Ours dort encore.*

## LA SAINTE MERE RUSSIE

*Certains politologues sont convaincus que l'Union soviétique est en train de redécouvrir ses racines qui sont celles de l'exaltation des «destins sacrés» et de la «mission» de Sainte Mère Russie, c'est-à-dire celles du panslavisme.*

*Ce n'est pas une perspective encourageante pour l'Occident, mais nous ne savons pas préciser à quel point elle est réaliste.*

*Une chose est certaine: une fois que la tension idéale de la Révolution d'octobre est tombée et que les hommes qui y participèrent ont disparu, le P.C.U.S. n'a eu à sa disposition, pour maintenir en vie la légende*

*marxiste, que les hommes qui avaient vécu et participé au drame de la Seconde Guerre mondiale que le peuple russe fut appelé à combattre non pas au nom de l'internationale socialiste et des idéaux de Lénine et de Karl Marx, mais exclusivement pour défendre le sol de la Sainte Mère Russie; et ceci au nom du nationalisme. Ce n'est qu'ainsi que cette guerre trouva une pleine approbation de la part des nombreux peuples de l'Union soviétique, à l'exclusion du peuple ukrainien.*

*Cette réserve d'hommes liés à la tradition va maintenant s'épuiser et il faut croire que Cernenko était le dernier vieillard disponible.*

Son successeur probable pourrait être, selon les théories de certains politologues experts en problèmes soviétiques, non pas tellement un vrai communiste, mais plutôt un «grand russe» qui amènerait l'Union soviétique à rechercher son identité perdue dans les entrailles de sa propre histoire.

Cette marche à rebours à la recherche de sa propre identité pourrait accentuer l'anti-occidentalisme traditionnel des russo-asiatiques et le refus encore plus net des lois de marché; elle pourrait également faire renaître l'anti-sémitisme jamais apaisé à des conspirations externes tous les maux causés par le système à l'intérieur du pays.

L'hypothèse d'une éventuelle prise de pouvoir par les militaires est écartée par la majorité des politologues, car il s'agit d'un fait complètement étranger à la tradition russe et soviétique.

Il est, par contre, fort probable - si l'on exclut l'hypothèse lointaine du pouvoir assumé par un homme fort, capable de renouveler complètement le système et d'en détruire les structures - qu'au cours des prochaines décennies on assiste à une régression de plus en plus accentuée, sans aucun écroulement soudain, mais avec des formes de despotisme de type oriental; il ne faut pas

oublier, en effet, que le composante asiatique a déjà une nette majorité numérique en URSS et que son taux de croissance démographique est élevé, alors qu'à l'Ouest de l'Oural, ce taux est désormais égal à zéro et qu'il tendra probablement à baisser encore.

Et c'est dans son immense région orientale, qui est totalement asiatique, que sont concentrées toutes les richesses minérales dans des quantités telles que ce territoire a été défini «un scandale géologique».

Cette concentration particulière de matières premières et énergétiques est en train de provoquer une industrialisation gigantesque du territoire et, par conséquent, des peuplements d'un niveau spécialisé et technologique élevé.

C'est l'ensemble de ces facteurs - développement démographique, industriel et économique, amélioration du niveau culturel - qui permettra aux peuples asiatiques de jouer un rôle de plus en plus important en URSS, au point d'exiger une participation au pouvoir plus vaste et plus concrète.

Il faut donc prévoir qu'au cours de la première moitié du XXI<sup>e</sup> siècle, le centre de gravité de l'Union soviétique tendra à se déplacer vers l'Asie et que la composition de son leadership deviendra, par conséquent, essentiellement orientale.

## L'INCONNUE GORBACEV

Pendant que nous écrivons ces lignes - pratiquement à la veille des élections parlementaires à liste unique par lesquelles l'URSS renouvellera, dimanche 4 mars, dans une parodie démocratique, le Soviet Suprême - le jeune membre du Politbureau, Mikhaïl Gorbacev, âgé de 52 ans, semble devoir être considéré, selon un rituel particulier, comme le «numero 2» du P.C.U.S. et donc comme le Dauphin destiné à succéder à Cernenko nommé, peut-être, comme simple Tsar de transition.

Les vingt-trois principaux dirigeants du Kremlin parlent aux meetings suivant un ordre hiérarchique très strict et éloquent.

On a appris récemment que dans la ville de Stavropol, Gorbacev a parlé après le ministre des Affaires étrangères Gromiko et celui de la Défense Ustinov.

Après lui, ce sera le chef du gouvernement Nikolai Tikhonov, âgé de 78 ans, qui parlera et Cernenko lui-même terminera la campagne électorale par un discours au Palais des Congrès de Moscou.

Si Tikhonov - en qualité de chef du gouvernement - a tenu son discours avant Cernenko, l'ordre hiérarchique de fer qui règle tout en URSS, sanctionne clairement que Gorbacev est le numero deux de la structure portante du pouvoir: le Parti Communiste de l'Union soviétique.

Ce sera peut-être lui l'homme qui guidera l'URSS une fois passé le seuil de l'an 2000.

A l'Est, rien de nouveau pour le moment; juste une inconnue: Gorbacev.

R.C.

# INTEGRATION EUROPEENNE

de Sabino d'Acunto

C'est avec 229 voix favorables, 31 contraires, 33 abstentions et 131 absences déplorables, qu'a été voté le réveil salutaire du Parlement Européen pour un projet de traité d'Union Européenne.

Voici une première évaluation qui dénonce, une fois encore, la crise profonde de la Communauté: les 31 voix nettement contraires ajoutées aux abstentions et aux absences atteignent un total de 206 voix, soit treize de moins que la majorité. Ce qui signifie que le Parlement Européen risque de se briser en deux. Un organisme aussi important dans sa réalité historique, politique et économique a, en substance, perdu une bonne occasion de prouver concrètement son existence.

Nous reparlerons encore de ce projet de traité qui, dans son énonciation ambiguë, veut peut-être signifier que les limites du projet ont été déjà dépassées sans atteindre, cependant, l'organisation définitive; nous en reparlerons ne serait-ce que pour démontrer avoir compris - finalement! - qu'il faut trouver un remède qui puisse faire sortir la Communauté de cette impasse actuelle.

L'idée de l'Union Européenne - née au sein d'un groupe de fédéralistes convaincus d'où émergent les noms d'Altiero Spinelli, fondateur du célèbre «Club du Crocodile», de Susanna Agnelli, de Bruno Visentini et de Felice Ippolito - pourrait, toutefois, donner vie à une nouvelle série d'organismes plus ou moins efficaces aggravant ainsi les problèmes et accentuant la crise au sein de la Communauté, actuellement divisée pour des questions qui pourraient être résolues avec un peu de bonne volonté et un peu moins d'égoïsmes. C'est un risque qui ne doit pas être sous-évalué.

De 1979 - lors des premières élections pour le Parlement Européen - jusqu'à ce jour - veille des nouvelles élections de juin prochain - certains faits se sont vérifiés au sein de la Communauté et le moins que l'on puisse dire c'est qu'ils étaient déconcertants

non seulement pour ceux qui suivent ces événements avec une certaine vision réaliste et informée des choses, mais aussi pour l'homme de la rue; déconcertants, car ils sont justement contraires aux postulats grâce auxquels la Communauté a pu naître et qui peuvent être résumés en un seul mot: intégration. Qu'est-ce donc cette intégration? se demande l'homme de la rue. Il trouve très facilement et tout seul une réponse: intégration, c'est l'acte de rendre une chose entière, achevée, unie (mais également incorruptible, honnête) en lui apportant ce qui lui manque. Bref, intégration c'est l'acte d'achever, de perfectionner ce qui n'est pas achevé. C'est tout.

Il sera utile, à ce propos, de relire les déclarations des ambassadeurs d'Espagne, du Portugal et de la Grèce à l'occasion d'une interview-enquête réalisée, il y a quelques temps de cela, par le Bulletin Européen; il sera bon, en outre, d'en rappeler ici un point essentiel sur lequel ces trois personnalités se trouverent tout à fait d'accord.

C'est ainsi qu'à une question précise, l'ambassadeur d'Espagne, Carlos Robles Piquer, répondit: «Je crois, tout d'abord, que la demande espagnole d'adhérer à la Communauté Européenne va du-delà d'un simple choix commercial ou purement économique. Plusieurs signes nous montrent que la volonté espagnole est celle d'adhérer à l'Europe dans ses idéaux de culture et de civilisation les plus profonds et dans ses buts d'intégration politique les plus ambitieux.

L'avenir d'une nation d'importance et de puissance moyennes, telle que l'Espagne, est lié à un dessein européen qui n'est pas seulement de nature économique».

De son côté, Tomas Andresen, ambassadeur du Portugal, déclara: «Le Portugal a effectivement toujours été une partie intégrante de l'Europe et c'est dans l'Europe que son histoire et sa culture ont leurs racines. Le projet d'intégration de notre pays au sein de l'Europe a eu le soutien de l'Assemblée de la République...».

Et l'ambassadeur de Grèce, Jean M. Pesmazoglu, affirma: «...la Grèce a signé, la première, un *Traité d'Association avec la Communauté Européenne* en 1962, car nous avions déjà à cette époque la vision d'une Europe plus grande, politiquement unie... L'adhésion constitue le débouché physiologique de ce processus d'adaptation et de coopération...».

Les discours des trois ambassadeurs concordent parfaitement. L'intégration est donc un fait de civilisation européenne: c'est une condition commerciale plus qu'un choix, comme l'a affirmé très clairement et sans équivoques, l'ambassadeur espagnol.

Une intégration dans le sens le plus ample du terme et, donc, également politique. Et c'est justement à cela que l'homme de la rue s'attend: il souhaite que le Parlement Européen se transforme en une Assemblée Constituante Européenne. Ceci tout en voyant que les attentes de cette intégration européenne vacillent dans nos espoirs. Mais qu'est-ce donc que cette Europe qui n'arrive pas à trouver la bonne voie pour le parcours à suivre? L'opinion publique ne peut répondre à cette question qu'avec la même phrase que quelqu'un prononça au lendemain de l'Unité italienne: l'Europe est faite, tout au moins sur le papier; il faut maintenant faire les Européens, c'est-à-dire créer, dans la mosaïque qui la compose, l'esprit unitaire européen des peuples.

Dans la plupart des consciences, cependant, tout reste - encore et heureusement - debout d'une manière assez solide, bien que des secousses soient ressenties ça et là et que l'insuccès de la récente réunion des ministres à Athènes parle de lui-même: en fait d'intégration!

Devant la régression économique toujours croissante, l'état d'intolérance entre l'Est et l'Ouest qui devient, jour après jour, de plus en plus dramatique (il est souhaitable que la disparition d'Andropov amène l'Union soviétique à adopter une attitude plus proche d'une vie civile des peuples); devant certaines actions du Tiers Monde qui s'agitent (et pas toujours entièrement à tort étant donné ce qu'il espérait et qu'il n'a pas obtenu); devant d'incohérence de certains

comportements au sein même de la Communauté, pour laquelle ce qui va bien dans un secteur est neutralisé par les replis se vérifiant trop souvent dans d'autres secteurs; devant tout ceci, il n'est pas hors de propos de penser que si l'on ne trouve pas tout de suite un remède, quelque chose de vraiment grave pourrait arriver. Tout le système dénonce des déséquilibres importants, car l'on risque, justement, de perdre cette unité d'idées et d'actions indispensables pour opérer avec efficacité en faveur des équilibres internes de la Communauté.

Que faire devant cette désorientation?

Gouverner - affirmait quelqu'un - signifie choisir. L'Europe se trouve actuellement, et plus que jamais, devant la responsabilité de ses choix. Il faut tout essayer, en agissant avec sagacité et clairvoyance, pour éliminer tout d'abord les contradictions, les égoïsmes, les nationalismes orgueilleux, les incohérences au sein de la Communauté. Tout ceci est la condition nécessaire et la plus importante pour que la Communauté (qui ne pourra certainement pas résoudre toute seule - et ceci il faut le souligner - la totalité de ses problèmes) donne comme garantie au monde ancien et comme refrain au monde ennemi, la preuve d'une volonté de base sur laquelle travailler sérieusement pour entamer, d'une façon globale, non seulement la gestion économique mais aussi le fonctionnement institutionnel. Telle est, au fond, la pensée de l'homme de la rue qui n'a pas oublié, comme semble l'avoir fait, en partie, le monde politique, ces préliminaires qui constituèrent l'*ubi consistam* de l'«intégration européenne». Intégration qui préparera non pas l'avenir, mais plutôt, le futur de l'Europe. En tant que l'avenir, en raison de l'égoïsme inné des nationalismes, occupera - comme catégorie temporelle des choses qui peuvent ou non se vérifier à une échéance plus ou moins lointaine - les esprits des gouvernants, il sera toujours impossible de penser à un futur, c'est-à-dire à ce qu'il y aura de sérieux, de concret, de nécessaire, de durable dans de brefs délais. En tout cela ne pourra pas se vérifier sans un véritable esprit unitaire qui est également un instrument de politique, de paix et de certitudes.

S. d'A.

# L'ESPRIT EUROPE QUARANTE ANS DE PAIX

de Manlio Contri

Le 19 janvier s'est conclu, au siège romain de la «Fondation Européenne Dragan», le cycle de conférences «L'Esprit Europe». Il avait été organisé par la Fondation en collaboration avec l'Université populaire de Rome dans le but, déclaré par le programme, «d'approfondir, d'éclairer et de diffuser la connaissance de la formation de la civilisation européenne, de son développement et de son histoire au-delà des déformations - et parfois des falsifications - que l'histoire même a subies». En effet, «ce n'est qu'à travers une prise de conscience plus grande et plus diffusée de ce bien commun que l'on peut renforcer les liens entre les peuples du vieux continent, surmonter les nationalismes et les égoïsmes économiques, pour atteindre, grâce à la création d'un esprit européen, l'édification de cette Europe sans laquelle il semble impossible de réaliser une paix mondiale effective et durable».

Ce cycle s'est développé à travers une série de douze conférences tenues par des personnalités politiques, diplomatiques et par des spécialistes des différents thèmes, au cours de vingt-deux mois, du 15 avril 1982 au 19 janvier 1984. Nous rappelons, ci-après, les titres des différentes conférences:

1982, 15 avril, «La naissance de l'Europe» rapporteur M. Ettore Paratore;

1982, 6 mai, «Les civilisations préchrétiennes», Ugo Bianchi;

1982, 31 mai, «Le Christianisme et l'Europe», M. Guido Gonella;

1982, 10 juin, «Les Arabes et la civilisation européenne», M. Alessandro Bausani;

1982, 11 novembre, «L'Europe à la découverte du monde - La Révélation de l'Orient», M. Ruggero Ruggeri;

1982, 16 décembre, «Les origines de la crise de la pensée européenne: dialectique entre religiosité et irréligiosité», M. Brunero Gherardini;

1983, 27 janvier, «La Tragédie de l'Europe», 1<sup>e</sup> partie, «Les Personnages», ministre plénipotentiaire Pietro Gerbore;

1983, 24 mars, «La tragédie de l'Europe», 2<sup>e</sup> partie, «La naissance des blocs», ministre plénipotentiaire Pietro Gerbore;

1983, 5 mai, «L'Europe au carrefour», M. Salvatore Valitutti, M. Antonio Martino;

1983, 26 mai, «L'Europe et l'Asie», M. Angelo Morretta;

1983, 17 novembre, «La Russie et l'Europe», ambassadeur Federico Sensi

1984, 19 janvier, «Les défenseurs des frontières orientales: la Pologne et la Roumanie», ambassadeur Roberto Gaja, P. Girolamo Fokcinski, J. Costantino Dragan.

Pendant ce cycle de conférences, nous avons malheureusement dû assister à la disparition douloureuse de deux des orateurs les plus éminents: le Pr Guido Gonella, vice-président du Parlement Européen et le ministre plénipotentiaire Pietro Gerbore. En ce qui concerne Guido Gonella, nous avons déjà rappelé son activité longue et fructueuse en tant que journaliste, homme politique, professeur universitaire et surtout précurseur de l'europhisme, avec ses écrits prophétiques qui remontent à la lointaine année 1936. Quant à Pietro Gerbore, nous tracerons un profil de sa longue carrière de diplomate et d'historien dans le prochain numéro du Bulletin Européen.

## QUELLE EUROPE?

Le lecteur et nos fidèles, qui ont suivi avec un vif intérêt et une grande participation le cycle de conférences, se demanderont, après l'exposition de certains points de vue, s'il est pos-

sible de tirer une conclusion répondant aux questions suivantes: qu'est-ce donc cet esprit européen? et existe-t-il vraiment un esprit européen? La question est logique, mais la réponse est difficile, car il faut d'abord se demander: quelle Europe?

L'Europe géographique qui, comme l'on enseigne à l'école, s'étend du Cap Nord au Cap Spartivento, du Cap Finistère à l'Oural. Cette Europe qui passe des froides mers arctiques aux climats chauds du Sud, des côtes venteuses de l'Atlantique aux montagnes froides de l'Est? Non, ce n'est malheureusement pas cette Europe: Yalta a sanctionné sa division, comme le rappelle constamment, dans sa dernière page, le Bulletin Européen, qui a refusé, en même temps, d'admettre qu'il existe des citoyens européens de catégorie A et d'autres de catégories B. Ce n'est donc pas cette Europe-là, car la réalité politique l'exclut.

Il s'agit donc de l'autre Europe, celle des Dix, la nôtre.

Qu'est-ce qui l'unit? Cette série de conférences a passé en revue les éléments historiques, culturels, religieux, économiques, linguistiques. Et il aurait été inutile et presque impossible, de convoquer de nouveau, après la conclusion du cycle, tous les rapporteurs des diverses conférences pour tirer des conclusions, car celles-ci étaient désormais évidentes.

Ce n'est pas la religion - le Christianisme, dans le cas de l'Europe - l'élément porteur. Elle en fut le pilier jusqu'au moment où son unité fut détruite par la Réforme.

Ce n'est pas la culture, car elle est un élément unifiant au niveau élitaires, mais non pas au niveau populaire.

Pas même la langue. Certains exemples historiques, tels que l'unification d'Etats ayant une langue commune, ne sont pas considérés comme probants à l'échelle européenne. Un débat qui s'est récemment tenu, toujours au siège romain de la Fondation Dragan, a mis en évidence l'existence de difficultés et d'antagonismes pour le choix d'une langue véhiculaire européenne à utiliser à côté des langues nationales.

Ce n'est même pas l'économie, en raison de déséquilibres structurels, de facteurs climatiques, de nationalismes et d'égoïsmes sectoriels et corporatifs.

La conférence d'Athènes nous l'a enseigné.

## RETOURNER AUX ORIGINES

Nous voudrions approfondir le chapitre de l'économie et il faudrait rappeler, pour cela, une pensée de l'ex-ministre italien des Affaires étrangères Colombo. Il affirme, en substance, que si le chemin de l'économie ne mène pas à l'unification, il faut temporairement l'abandonner pour insister sur l'aspect politique de l'Europe. Plus de pouvoirs, donc, au Parlement de Strasbourg, élu par des millions d'Européens confiants et qui n'est devenu qu'un simple instrument d'approbation des bilans, avec des capacités très limitées de discuter les problèmes les plus importants de la Communauté. Ce discours de Colombo se rattache à celui d'un autre européen éminent, Altiero Spinelli et à son projet qui est actuellement à l'examen de la Commission Institutionnelle. Mais, ici encore, nous sommes à l'espoir de l'EUROPA CONDENDA.

La réalité actuelle est une autre: il n'existe pas de ciment européen. Mais n'existe-t-il vraiment pas? Ou c'est peut-être nous qui ne nous apercevons pas qu'il existe? Notre foi dans l'europhisme nous pousse à croire à cette deuxième hypothèse. Malgré tout, malgré toutes les faillites, quelque chose de ce ciment a pénétré dans l'esprit des Européens. Qu'est-ce d'autre si ce n'est l'Esprit Européen qui se fraie lentement un chemin?

Les quarante ans de paix dont notre Europe a joui le démontrent. Quarante ans de paix obtenus grâce à la liberté et à la démocratie. L'Europe n'avait jamais vécu une période aussi longue sans guerre. Il suffit de consulter n'importe quel texte d'histoire pour en avoir la confirmation. Si l'on exclut quelques résidus de séquelles coloniales, les deux dernières générations européennes auraient pu mettre une fleur sur les gueules des fusils pendant le service militaire.

Nous croyons fermement que tout ceci est le fruit d'une instillation lente mais constante de l'Esprit Européen dans le cœur et dans la mentalité des Européens.

L'«Esprit Europe» existe. Il est difficile d'établir ce qu'il est exactement. Mais il existe et, comme toutes les idées, il lui faut du temps pour s'affirmer.

## LES DEFENSEURS DES FRONTIERES ORIENTALES

C'est justement à la signification énigmatique de cette Europe que s'est référé le premier rapporteur de la séance conclusive du cycle «L'Esprit Europe», le jésuite P. Girolamo Fokcinski, recteur du Pontificium Institutum Studiorum Ecclesiasticorum pro Polonis, au cours de la conférence consacrée aux «Défenseurs des frontières orientales». Ce sont - a précisé l'orateur - nos frères polonais et roumains qui ont accompli, pendant des siècles, une tâche extrêmement délicate. L'histoire de la Pologne, située entre l'Orient et l'Occident, dans cette région que l'on appelle Europe centrale, continue à être une histoire de défense avancée. Les frontières de l'Europe du Moyen-Age étaient celles de la Chrétienté latine. Une fois entrée dans son orbite, la Pologne constitua une sorte de frontière religieuse et culturelle qui renfermait les concepts de l'ordre juridique et politique latin et occidental. La fonction de la Pologne dans la défense de l'Europe s'exprima particulièrement en 1683 quand Jean Sobieski, à la tête des armées chrétiennes, défit les Turcs à Kahlenberg, en supprimant ainsi la domination de l'Islam dans l'Europe centrale. Ceci se répète encore, bien qu'avec d'autres événements et avec les divisions tragiques, lors des luttes contre la Russie des Tsars. P. Fokcinski a enfin synthétisé la position de la Pologne de la façon suivante: ce pays fit son apparition sur la scène européenne à la fin du premier millénaire, au début comme terre de mission, par la suite comme périphérie lointaine du monde chrétien. Le caractère périphérique des provinces ecclésiastiques dépendait du retard culturel de ces régions par rapport à l'Occident européen. La définition de région de «défense avancée» se rapportant à la Pologne et à la Roumanie indiquait leur position «extra muros» hors des frontières réelles de l'Europe. Par la suite, ces territoires furent considérés comme un rempart pour la défense des frontières de la civilisation européenne. L'histoire de la Pologne devient plus compréhensible lorsque ce pays est considéré comme une région de frontière et comme une braie en même temps.

C'est une fonction difficile à comprendre dans l'optique de l'Europe occidentale qui, depuis l'époque de la «Chanson de Roland», n'avait plus couru le risque d'être envahie. Le fait d'être une zone frontalière et défensive implique deux situations politiques et spirituelles opposées. La région de frontière peut être un *no-man's land* qui passe de main en main, C'est un carrefour de plusieurs influences culturelles et le berceau d'un relativisme spirituel naturel.

La braie constitue, par contre, un avant-poste et donne un sens d'appartenance culturelle tellement fort qu'il est parfois paradoxal; elle engendre également une fidélité profonde aux valeurs spirituelles défendues et une identification avec elles plus forte que dans l'Europe centrale même. Les frontières de la Chrétienté occidentale furent d'abord définies par la puissance musulmane et, ensuite, par l'empire orthodoxe russe. Qu'était donc la Pologne? Une région de frontière ou une braie? L'histoire de l'Europe des puissances considérait la Pologne comme une région insignifiante et lui attribua, à la moitié du vingtième siècle, le rôle de zone frontalière. Mais l'histoire de la culture et de la spiritualité de la Pologne présente un ensemble incontestablement plus complexe. Les événements de cette terre ne peuvent être compris que comme exemple de la résistance acharnée d'une région défensive.

Ce cycle a été conclu par le président de la Fondation, Giuseppe Costantino Dragan qui, avec la compétence lui provenant de son origine roumaine et de sa profonde connaissance de l'histoire et des origines de son pays, a parlé de la fonction de la Roumanie dans le cadre de la défense des frontières orientales de l'Europe.

Si l'on considère le trentième méridien, c'est-à-dire cette région que les anciens appelaient la Porte de l'Europe, et une ligne qui suit le Chersoneso Pontico, la mer d'Azov, la Crimée (dont le nom lui fut attribué par une tribu de la Thrace), ce trait délimite l'Europe

occidentale réelle; et c'est de sa défense que nous devons nous occuper. Car c'est justement dans cette région de l'Europe que l'Urss arracha la Bessarabie à la Roumanie et la moitié de son territoire oriental à la Pologne; elle absorba, en outre, les trois pays baltiques et une partie de la Finlande. La frontière orientale a été, pendant des siècles, la «Porte» des invasions. Ce furent les Chi'ites, considérés comme les ancêtres de la Russie, qui commencèrent. Pour les battre, Darius, après avoir traversé l'Anatolie et les pays balkans, pénétra, en 514 av. J.C., dans la Dacie - la Roumanie actuelle - le seul pays qui se soit opposé à leur invasion. Les Chi'ites se retirèrent et les Persans, ne pouvant pas livrer bataille contre eux, affrontèrent les Daces qui combattirent si valeureusement que Darius les voulut, ensuite, avec lui.

Quand l'empire romain arriva sur les rives du Danube, son attention fut attirée par les richesses de la Dacie. Mais ce ne fut qu'avec Trajan que Rome put les conquérir. La Dacie une fois devenue province romaine, joua un rôle important dans la défense des frontières orientales, au point qu'elle devint Province impériale dépendant directement de l'empereur Trajan. Adrien, son successeur, ne comprit malheureusement pas l'importance de cette province et sa fonction de bastion avancé. Son abandon facilita les invasions barbares des Teutons, des Goths et des Visigoths.

Le danger pour l'Europe réapparut en 1453, lors de la chute de Constantinople sous la poussée des Turcs. Mais ceux-ci une fois arrivés sur le Danube, durent affronter à nouveau les descendants des Thraces, les principautés roumaines qui ne se rendirent pas facilement.

Les princes de la Moldavie, de la Valachie et de la Transylvanie combattirent jusqu'au bout. Stéphane le Grand fut proclamé par le pape «Athlète de Jésus-Christ». car il avait défait Mahomet II en quarante batailles.

Mais la pression musulmane continua. La Roumanie constituait pour l'Islam la seule porte de l'Europe après la défaite subie dans la péninsule ibérique.

Michel le Brave, fondateur de la Roumanie actuelle, se rendit compte du danger et demanda en vain des soldats et de l'argent aux autres gouvernants européens. Le danger pour l'Europe entière ne fut pas compris et aucune aide ne fut apportée aux princes roumains qui furent finalement obligés, pour ne pas subir l'occupation des Turcs, de signer des actes d'allégeance qui permirent de sauver les valeurs culturelles et chrétiennes de leurs peuples.

Les Turcs pénétrèrent dans le cœur de l'Europe et assiégèrent Vienne. Toute la Chrétienté trembla, seule la France resta indifférente.

Trente-deux escadrons de cavalerie et cinq mille volontaires roumains participèrent à la bataille que les armées chrétiennes livrèrent en 1683 contre les Turcs.

C'est le prince Cantacuzène qui les commandait. En souvenir de la participation roumaine à cette bataille, il fit construire, près du château de Schönbrunn, une grande croix avec une inscription en latin. Et la valeur des Roumains fut telle que le roi polonais Sobieski les engagea pour sa garde personnelle.

Après tant de siècles, le danger pour l'Europe vient encore de l'Est d'où avance, sous les drapeaux communistes, l'impérialisme slave vers la conquête du monde.

Le 10 octobre 1944 à Moscou, Churchill proposa inconsiderément à Staline un partage de l'Europe orientale en des zones d'influence qui étaient pratiquement cédées à l'URSS; et Yalta ratifia ce partage, permettant ainsi à l'URSS d'avancer dans le cœur du vieux continent.

La Roumanie - a conclu Costantino Dragan - sent et vit, encore actuellement, bien que sous un régime communiste, sa fonction de bastion avancé à la frontière orientale de l'Europe; elle élève sa voix pour demander le retrait de tous les missiles, là où ils sont installés en Europe et contre l'Europe, sans aucune distinction de drapeaux, pour une paix réelle qui rassure tous les peuples.

L'ambassadeur Roberto Gaja, qui a présidé et dirigé cette réunion, a tiré des discours des orateurs, un avertissement et un espoir. Cette Turquie, qui menaçait pendant des siècles l'Europe, demande aujourd'hui d'en faire partie.

M.C.

# LA PAIX DANS LE MONDE N'EST PAS POSSIBLE SANS L'EUROPE

de Sabino d'Acunto

Supposons, pour un instant, ce qui pourrait se passer si la Communauté Européenne devait se démanteler devant les problèmes dont la solution est déjà difficile et dont certains sont même insolubles par suite du désaccord au sein de la Communauté. Supposons de retourner aux années précédant immédiatement le second conflit mondial: devant une Europe divisée et tendant à résoudre ses problèmes en ayant recours aux armes... Telle est également la question angoissée que se pose l'homme de la rue.

Pour nous en rendre compte, voyons brièvement ce qui s'est passé dans le monde depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'aux jours dramatiques que nous vivons actuellement. Un fait est certain: alors que l'Europe - occupée dans son harmonie disharmonieuse à mettre ensemble, avec des efforts incroyables, les pièces de sa mosaïque anthroposociale, politique, économique, culturelle, en utilisant, pour résoudre ses divergences inévitables, les armes de la dialectique civile et du débat démocratique - n'a assisté à aucun événement tragique, que le canon n'a pas tonné, que s'est-il passé et que continue-t-il à se passer, par contre, à l'Est et à l'Ouest?

Année 1945: la guerre va bientôt se terminer et le 4 février les trois grands Alliés se réunissent à Yalta, en Crimée, où, en goûtant du caviar, ils découpent l'Europe bouleversée et ensanglantée. Entre-temps, la capitulation du Japon met fin aux hostilités. Le monde a retrouvé la paix: Cordell Hull, le père de l'ONU reçoit le prix Nobel de la paix. Mais quelques mois à peine s'écourent. Le 20 novembre 1946, les Vietnamiens confient aux canons la tâche de converser avec les Français dans le port de Haïphong. Le 19 décembre, le gouvernement de Hanoï est obligé de quitter la ville qui ne peut plus, désormais, être défendue.

L'année suivante, les Juifs conduisent, en Palestine, une guérilla acharnée contre les forces anglaises, jusqu'à la naissance, en 1948, du nouvel Etat d'Israël. Le 2 mars de la même année, un coup d'Etat à Prague soumet complètement la Tchécoslovaquie à l'Union soviétique.

Année 1950: guerre au 38° parallèle; Corée du Nord contre Corée du Sud, avec l'intervention massive des USA et celle, en sous-mains, de la Chine. Le monde se trouve à un pas d'un nouveau conflit terrible.

Entre-temps naît, en 1957, la Commu-

nauté Economique Européenne. Après des siècles de guerres, le vieux continent s'unit; six pays créent un organisme qui va au-delà du concept de Nation. La France et l'Allemagne oublient leurs contrastes du XVIII<sup>e</sup> siècle et ceux du premier conflit mondial; elles deviennent ainsi les précurseurs de l'idée d'une fédération européenne et entament le discours concernant une réalité qui était déjà mûre, depuis 1923, dans l'esprit de l'Autrichien Richard Coudenhove-Kalergi lorsqu'il avait préconisé, dans son livre célèbre «Paneurope», une fédération d'Etats européens.

La révolte en Hongrie de 1956 est domptée dans le sang par l'intervention des chars soviétiques. Trois ans plus tard, un incendie éclate également dans l'extrême secteur occidental du monde: la révolution à Cuba avec laquelle le monde est une fois encore au bord de la guerre.

Ces vingt dernières années ont été cruciales. La guerre au Viêt-nam, commencée en 1946, se poursuivra, avec les conséquences tragiques que nous connaissons, jusqu'au 30 avril 1975, lorsqu'après l'évacuation de Saïgon des derniers contingents américains, Van Minh se rendra sans conditions.

Mais la paix n'est pas encore rétablie dans le Sud-Est asiatique. Si Sparte pleure, Athènes ne rit pas. En 1973, les généraux suppriment, au Chili, le marxisme démocratique et tuent son chef, Allende.

Les événements sanglants dans les Etats de l'Amérique centrale et méridionale et ceux également tragiques du Moyen-Orient, de l'Afghanistan aux méditerranéens, sont trop récents et actuels pour en parler.

En définitive, seuls les pays européens ont pu jouir du bien inestimable de la paix depuis la fin du second conflit mondial jusqu'à nos jours. Et pourquoi cela? La réponse est même trop évidente. Parce que les accords de 1957 ont évité que les contrastes entre les Etats européens ne se transforment en des affrontements tragiques.

Le fait que les foyers de guerre qui ont éclaté avec une telle violence çà et là, à l'Est et à l'Ouest, n'ont pas entraîné le monde entier dans un troisième conflit - frein des armes nucléaires à part - est toutefois positif;

ceci, justement, en raison de l'inconnue représentée par le bloc européen qui a été une sorte de cloison étanche entre l'Est et l'Ouest.

Si tout cela devait disparaître maintenant dans le néant; si la vieille Europe devait retomber dans le tourbillon de ses nationalismes exaspérés (et il ne serait pas difficile de trouver des motivations), qu'en adviendrait-il du monde?

Cela n'est heureusement pas arrivé et n'arrivera pas, surtout parce que les rapports franco-allemands, désormais retournés à la normalité, grâce au plan Schuman qui détermina la création de la Communauté Européenne du Charbon, ne permettrait pas un affrontement entre ces deux puissances; elles sont, que cela plaise ou non, les nations qui ont plus de voix au chapitre, en raison de leur économie, de leur centralité et de leur position stratégique.

Malgré tous ses contrastes et ses nombreux distinguos, la Communauté européenne reste et restera un élément concret de sécurité pour la paix.

De même, la conviction mûrie chez bon nombre de personnes selon laquelle c'est justement sur l'affaiblissement de la Communauté que comptent ceux qui auraient, par contre, intérêt à porter de leur côté les lambeaux d'une Europe en difficulté, est également un fait positif.

L'unité du vieux continent, outre garantir la sécurité vis-à-vis de l'extérieur, est également une incitation, pour les pays qui en font partie, à rechercher ces équilibres internes nécessaires pour ne pas prêter le flanc à des pressions externes et à des instabilités internes.

L'efficacité économique doit, donc, être accompagnée de la structure d'une politique de sécurité ferme qui ne peut pas être réalisée, comme quelqu'un le prétend, en créant une équidistance, même si elle est raisonnée, entre l'Est et l'Ouest. Un choix s'impose, donc. On ne peut pas tout avoir, pour être bien clair. Les événements tragiques en Afghanistan et en Pologne parlent tout seuls et indiquent quel pourrait être le choix à faire.

De même, le comportement américain vis-à-vis des régimes de certains pays de son échiquier ne doit pas avoir plus de poids que

celui qu'il n'a réellement; une chose est certaine: au totalitarisme inflexible et de fer de l'Est s'oppose, à l'Ouest, la méthode démocratique: disponible vis-à-vis du monde extérieur et respectueuse des opinions à l'intérieur.

L'Europe devra sortir des nouvelles élections prochaines de juin avec un visage nouveau. Seul un Conseil européen capable d'éliminer les retards provoqués par les intérêts individuels des pays, peut réaliser, dans le cadre d'une grande stratégie, le programme pour lequel la Communauté a été créée. Ceci mettrait également un frein aux discussions sur des problèmes marginaux pour lesquels les consultations, les rencontres formelles et informelles (qui coûtent, par ailleurs!) à tous les niveaux - de celui de ministres à celui de fonctionnaires (trop et terriblement infructueux!) - sont devenus une perte de temps ridicule. Une coopération effective est la seule garantie pour une intégration européenne constructive pour une Europe réellement unie à tous les points de vue et dans tous les domaines.

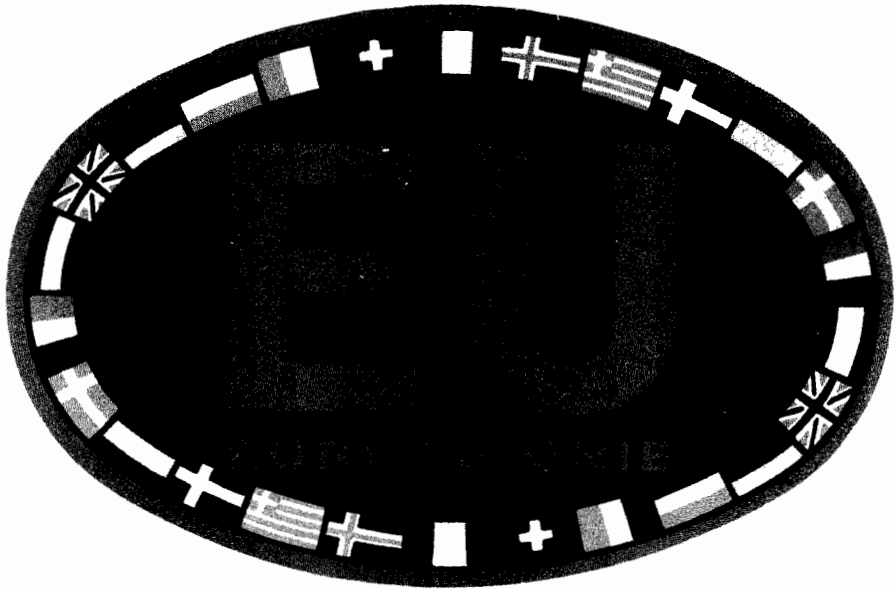
Si l'on pense qu'au cours d'une rencontre des ministres de la CEE au château de Gymnich à mi-chemin entre Bonn et Cologne, tenue pour discuter la relance politique

de l'Europe, on trouve le moyen et le temps pour chicaner si cette opération de relance doit être appelée «Acte européen» ou bien «Déclaration solennelle sur l'unité européenne» (de la rhétorique, toujours de la rhétorique!). Il y a de quoi se demander si ce n'est pas le cas de faire comprendre aux parties en cause que ce sont les faits concrets qui ouvriront les portes aux intérêts communautaires suprêmes dans la relance politique de l'Europe et certainement pas les «étiquettes».

C'est par les mots suivants que M. Erminio Pennacchini termine son «Manuel de droit communautaire»: «il suffit de ne jamais perdre de vue le but final, c'est-à-dire une Europe unie qui constitue une valeur idéale de liberté et de démocratie, comme garanties suprêmes de justice et de paix». Des mots justes et convaincants, s'il y a au-delà la volonté de les rendre opérantes.

Nous espérons que cette volonté se manifesterà grâce à la diffusion de l'idée d'un traité pour l'Union Européenne pour laquelle on travaille déjà actuellement, afin d'annuler les résultats du vote qui avait eu lieu sur le projet en février dernier.

S. d'A.



# PLANIFICATION ET INTEGRATION EUROPEENNE

de Dacirio Ghidorzi Ghizzi

Le discours d'Alexandre Marc sur les rapports entre «économie fédéraliste» et «planification» - publié par le «Bulletin Européen» de novembre dernier et principalement destiné à réfuter certaines de mes perplexités à ce sujet - pourrait démontrer, à lui seul, étant donné l'autorité de l'auteur, l'importance capitale de cette question pour le fédéralisme en général et pour le fédéralisme européen en particulier.

Tout fédéraliste «hamiltonien» ou «proudhonien» ne peut qu'être d'accord avec A. Marc pour refuser l'étatisme, «raisonnable» ou «camouflé» ou «rampant», qui menace actuellement l'Occident. Le problème est de voir si la planification économique peut être un antidote efficace contre l'étatisme centralisateur ou si les deux phénomènes ne finissent pas, plutôt, par se renforcer mutuellement.

Mes perplexités, que j'ai déjà manifestées dans ce bulletin, naissent, tout d'abord, du fait que je crois qu'il n'existe pas de lien entre fédéralisme et planification. Il peut, en effet, y avoir planification sans fédéralisme. Dans la réalité les sociétés à économie planifiée sont le résultat et, en même temps, le support de régimes totalitaires. Par contre, le fédéralisme peut incontestablement être réalisé sans devoir nécessairement planifier l'économie. Des Etats-Unis à la Confédération helvétique et à la Communauté européenne, l'exigence de solutions fédéralistes pour les problèmes les plus importants est typique des sociétés libres, décidées à maintenir et, si possible, à étendre leur liberté.

Bref, le fédéralisme tend à créer une société fédéraliste qui, grâce à ces caractéristiques et surtout à son esprit de base, se différencie nettement aussi bien du capitalisme que du collectivisme. L'objectif des fédéralistes est donc un certain type de société et non pas la «planification» globale ou partielle qui ne peut jamais être indépendante des buts dont elle est l'instrument.

En d'autres termes, le *fédéralisme est un système politique et social* ou, si l'on préfère, une conception du monde tout comme le libéralisme et le socialisme; *la planification est une méthode organisationnelle* qui peut plaire ou non, être considérée comme utile ou non, compatible ou non avec le système que l'on veut créer. Le terme «planification» devrait toujours être précisé dans ses contenus et dans ses limites, afin d'éviter de nombreux malentendus.

## L'EUROPE SERA UNIE DANS LA LIBERTE OU ELLE NE LE SERA PAS

Dans le cas spécifique de l'Europe, dont la construction est encore incomplète et en danger, le fait que la demande d'une planification et celle d'une intégration économique et d'une union politique soient unies, introduirait dans la discussion et dans l'opinion publique un élément de désaccord, de contraste idéologique et de méfiance qui pourrait être dangereux pour l'action fédéraliste et compromettre pour toujours la réalisation de l'objectif final.

D'un point de vue économique, nous, les fédéralistes, ne voulons pas l'unité de l'Europe pour avoir une économie européenne planifiée, mais tout simplement parce que nous estimons que s'il n'existe pas une économie européenne unitaire, les Européens n'auront pas la possibilité de suivre le rythme et, en particulier, les Américains et les Japonais qui avancent sur le plan technologique avec une rapidité extraordinaire. Il serait intéressant de méditer sur la confrontation entre ces systèmes économiques d'avant-garde, basés sur la liberté, et d'autres, tels que le système soviétique ou chinois, qui, malgré, les dimensions énormes et les immenses richesses naturelles, restent à un niveau de développement nettement inférieur.

D'autre part, le problème de planifier ou non l'économie devrait être plutôt posé après la réalisation de l'unité et non pas pendant la phase d'unification de l'Europe. Il est en effet évident que si des pays à économie planifiée et des pays à économie de marché devaient se confronter pour se fédéraliser, le processus d'intégration serait fortement retardé ou totalement interrompu. Tout système planifié tend nécessairement à se renfermer sur soi-même et comporte également, sur le plan politique, une centralisation de pouvoir permettant aux «planificateurs» de faire fonctionner leur «projet». Il comporte, en outre, une évolution déformée de l'économie de ce pays par rapport aux autres systèmes dans lesquels il pourra plus difficilement s'intégrer.

Une fois acquise l'unité de l'Europe, on pourra reprendre le thème de la «planification» sans crainte d'entraver le processus d'unification, qui est déjà hérissé de difficultés, comme le démontre la crise de la CEE, surtout après la faillite d'Athènes.

Mais même alors, il faudra tout d'abord résoudre la question de savoir si la planification (et éventuellement quelle planification) est compatible avec la création d'une société fédéraliste.

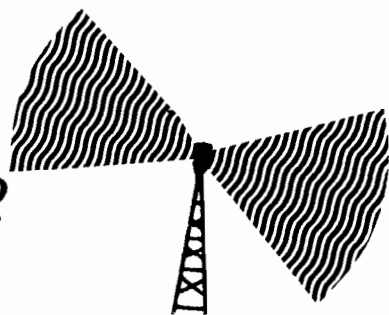
D. G. G.

(Vice-délégué général du Parti Fédéraliste Européen)

---

---

## EUROPA: PERCHE'?



Ogni martedì alle ore 8, va in onda su Radio Mediolanum (F.M. 98,2-95,3), a Milano, la trasmissione «Europa: perché?», realizzata dalla Fondazione Europea Dragan, dedicata ai problemi europeistici trattati anche nel Bulletin Européen.

# LE FONDS SOCIAL EUROPEEN

## Un instrument pour combattre le chômage

Le Fonds social européen apporte son aide financière à la réalisation de projets qui contribuent à l'amélioration de la situation du travail au sein de la Communauté. Il intervient, plus précisément, en faveur des entreprises suivantes: formation et orientation professionnelles, assistance aux travailleurs migrants, intégration des jeunes et des handicapés dans la vie professionnelle, réadaptation des travailleurs des régions et des secteurs en difficulté, recrutement et soutien salarial, solution des problèmes dérivant des changements technologiques, expériences innovatrices visant, en particulier, à réorganiser et à réduire l'horaire de travail.

Ne peuvent recevoir le concours du Fonds social européen que les frais destinés à couvrir:

- le revenu de personnes suivant une action de formation professionnelle;
- les coûts de préparation, de fonctionnement (logement, frais de déplacement...) et de gestion d'activité de formation professionnelle, y compris l'orientation professionnelle des bénéficiaires et des coûts de formation du personnel enseignant;
- l'adaptation des emplois en cas d'intégration professionnelle de personnes handicapées;
- la concession d'aides, à certaines conditions, pour le recrutement de jeunes chômeurs dans des postes de travail créés par des entreprises ou répondant à des besoins collectifs; ces postes doivent être stables ou offrir plus de possibilités de trouver un emploi stable.

La gestion du Fonds est du ressort de la Commission européenne, assisté d'un comité consultatif comprenant les représentants des gouvernements, des syndicats et des employeurs. Les demandes d'intervention peuvent provenir aussi bien des organismes privés (entreprises, associations) que des pouvoirs publics.

Mais c'est aux gouvernements de les transmettre à la Commission européenne. Les promoteurs privés doivent adresser leurs demandes de financement aux pouvoirs publics nationaux. En ce qui concerne l'Italie, il faut s'adresser à la Direction générale d'Orientation et de Formation professionnelles, au ministère du Travail, Via Pastrengo, 21 - 00187 Rome.

## HISTOIRE RAPIDE

Le Fonds social européen a une longue histoire derrière lui:

- Signé en 1951, le Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) avait déjà prévu un système pour la concession d'aides financières aux travailleurs frappés par la fermeture d'entreprises ou par la reconversion de la production. La CECA appuie, depuis les années 60, des programmes visant à maintenir le revenu des travailleurs à un niveau équitable et à faciliter leur déplacement ou leur réemploi grâce à des actions de requalification professionnelle et de mobilité géographique. L'importance de l'aide financière de la Communauté a considérablement augmenté en 1981, à la suite de sa participation et de la réalisation de mesures sociales exceptionnelles, telles que la mise à la retraite anticipée, qui accompagnent la restructuration massive commencée dans l'industrie sidérurgique. Une première partie de 113 millions d'ECU a été utilisée, en 1982, pour ces mesures exceptionnelles dont bénéficieront globalement 110.000 personnes environ. Les crédits annuels accordés sous forme d'aides «traditionnelles» de réadaptation CECA atteignaient, la même année, 115 millions d'ECU et intéressaient environ 33.500 travailleurs du secteur du Charbon et de la sidérurgie.
- Le Traité de Rome, signé en juin 1957 et qui instituait la Communauté économique européenne, s'était inspiré de cette expérience de la CECA, tout en la développant. Afin «d'améliorer les possibilités d'emploi des travailleurs au sein du Marché commun et de contribuer ainsi à l'amélioration du niveau de vie», ce traité a prévu la création du Fonds social. Son objectif: compenser les difficultés que certaines catégories sociales pourraient rencontrer à la suite des changements économiques liés aux fonctionnements du Marché commun. Plus d'un million et demi de travailleurs furent aidés, dans ce sens, entre 1960 et 1973.
- Pour plusieurs raisons (procédures trop longues, objectifs trop limités, etc.), le Fonds social européen n'était pas totalement satisfaisant dans sa conception initiale. Le fonctionnement du Fonds a été l'objet d'une première révision en 1971. Le «nouveau» Fonds social européen est entré en fonction le 1<sup>er</sup> mai 1972 et est devenu le moteur d'une politique communautaire plus dynamique dans le secteur de l'emploi. Les cas d'intervention se sont multipliés. Au lieu de procéder à des remboursements automatiques d'actions entreprises par les pays de la Communauté, comme cela se passait au début, le Fonds a pu adapter son action aux priorités politiques de la Communauté. Sa gestion plus souple lui a permis, en particulier, de verser des acomptes, de bénéficier de reports de crédit d'un exercice à l'autre et d'étendre ses engagements financiers au delà de l'année en cours.
- En 1983, le bilan du Fonds a atteint 1,76 milliard d'ECU. En 1982, 1,58 milliard d'ECU, soit 5,8% du bilan général de la Communauté, 42,4% de plus que l'année précédente, 270% de plus par rapport à 1978. Malgré cela, la différence entre le volume des demandes reçues et celui des crédits disponibles reste considérable, à causa de la crise: le taux de couverture des besoins n'a été, en effet, que de 55% en 1982.

Les ministres du Travail et des Affaires sociales des Dix ont adopté, le 17 octobre 1983, de nouvelles normes pour l'action et pour le fonctionnement du Fonds social européen à partir de 1984. Tout en considérant les intérêts des régions comme prioritaires, le Fonds ainsi réorganisé s'adressera principalement à la promotion de l'emploi chez les jeunes. Un effort spécial sera également accompli en faveur de la modernisation des petites et des moyennes entreprises. La partie des crédits destinée aux actions pilotes et aux projets expérimentaux pour la lutte contre le chômage sera, elle aussi, augmentée pour atteindre 5% des ressources totales du Fonds.

## LES SECTEURS D'INTERVENTION

Il existe, dans tous les secteurs de l'économie européenne, des problèmes d'adaptation, de conversion, d'amélioration des conditions de travail. Jusqu'à ce jour, l'action du Fonds social concernait, en particulier, huit secteurs prioritaires: les régions en difficultés, les jeunes, les handicapés, les immigrés, les femmes, l'adaptation des entreprises au progrès techniques, les textiles et l'agriculture.

Les contributions du Fonds social européen continueront, cependant, à être accordées aux catégories d'adultes suivantes: les chômeurs (en particulier ceux de longue date) ou les travailleurs menacés de chômage ou sous-occupés, les femmes qui désirent reprendre une activité professionnelle, les handicapés, les travailleurs immigrés, les personnes employées dans les petites et dans les moyennes entreprises et pour lesquelles il est nécessaire de procéder à une requalification pour pouvoir introduire de nouvelles techniques et de nouvelles méthodes de production et de gestion.

Mais ce n'est pas tout; les personnes appelées à exercer une activité en qualité d'agent de développement, de formateur, d'expert en orientation professionnelle ou en placement, pourront également bénéficier d'aides européennes et la concentration régionale des actions du Fonds sera renforcée.

Le regroupement de toutes ces catégories dans le même secteur d'intervention simplifiera considérablement la structure actuellement complexe du Fond, ainsi que les démarches pour ceux qui y ont recours.

Ans réorganisé, le Fonds social européen pourra apporter une contribution plus efficace, plus cohérente et plus dynamique à la solution du problème le plus grave que la Communauté doit actuellement affronter: le chômage.

---

---

## A B O N N E M E N T S

### *Italie:*

ordinaire	lires	10000
de soutien	lires	30000

### *Pays extra-européens:*

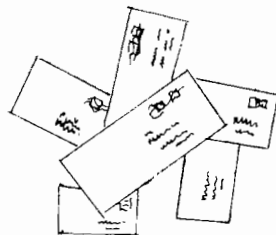
ordinaire	USA\$	15
de soutien	USA\$	40

### *Autres pays européens:*

ordinaire	ff.	120	(ou contre-valeur dans une autre
de soutien	ff.	250	monnaie européenne - ou dollars)

L'abonnement souscrit sera valable pour toute l'année 1984. Le versement pourra être effectué directement soit par chèque bancaire, soit par versement sur le C.C.P. n° 36220002 à Rome au nom du «Bulletin Européen» - Foro.Traiano, 1/A Rome.

# Lettres reçues



---

DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE FRANÇAISE

---

50, RUE DE BERRI, 75008 PARIS - TEL. : (1) 563.86.63 - 32.14



PARIS, le 23 Mars 1984

Monsieur Manlio CONTRI  
"Bulletin Européen"  
Foro Traiano 1/A  
ROME  
Italie

Cher Monsieur,

J'ai lu avec grand intérêt votre étude "Une langue pour l'Europe" parue dans le "Bulletin Européen" de février 1984.

Je suis surpris que vous n'ayez pas mentionné la proposition d'Otto de Habsbourg, député européen, de choisir le français comme langue véhiculaire de l'Europe.

Puis-je vous faire remarquer que l'Espéranto n'est pas porteur de culture, que le latin est une langue morte et que l'Anglais qui est certes la langue de la Grande Bretagne, mais aussi celle des Etats-Unis, n'assurerait pas l'indépendance nécessaire de l'Europe à l'égard de nos grands alliés américains.

C'est pourquoi je pense qu'Otto de Habsbourg a raison et que le choix du français comme langue commune de l'Europe serait la meilleure solution.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma haute considération.

Alfred COSTE-FLORET  
Président National

MOSCOU - 9 OCTOBRE 1944

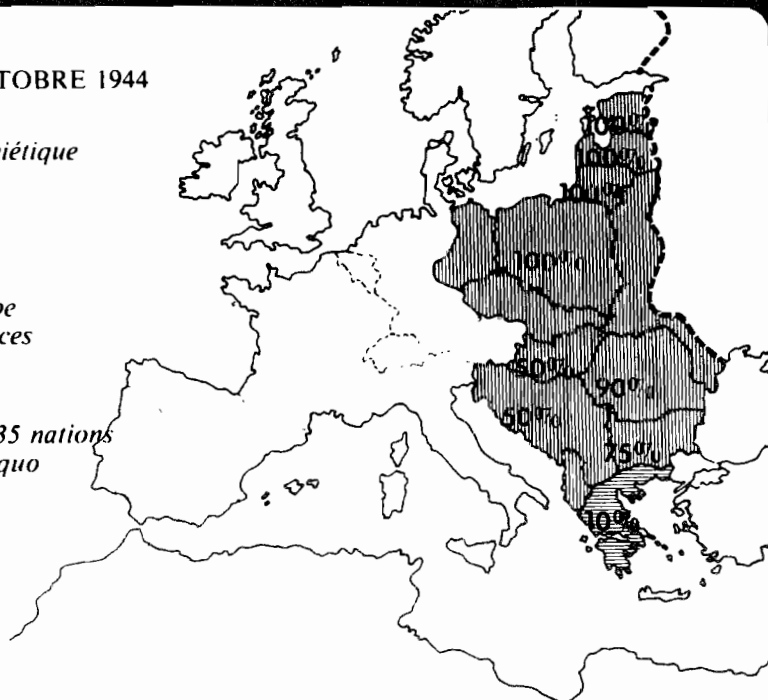
*Churchill  
cède à l'Union soviétique  
l'Europe de l'Est*

YALTA - 1945

*Confirmation du  
partage de l'Europe  
en zones d'influences*

HELSINKI - 1975

*La conférence de 35 nations  
réconnaît le statu quo  
créé à Yalta*



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B».

*Bulletin Européen*

<i>R. Cestelli:</i> A Moscou rien de nouveau	1
<i>S. d'Acunto:</i> Integration Européenne	5
<i>M. Contri:</i> L'esprit Europe. Quarante ans de paix	7
<i>S. d'Acunto:</i> La paix dans le monde n'est pas possible sans l'Europe	11
<i>D. Ghidorzi Ghizzi:</i> Débat Europe - Planification et integration Européenne	14
Dossiers Européens - Le Fonds Social Européen. Un instrument pour combattre le chômage	16
Lettres reçues	19

*Bulletin Européen*

Rivista mensile - Spedizione in abbonamento postale gruppo terzo (70%)  
Edizioni Nagard Srl-Foro Traiano 1/A, Roma - Direttore responsabile: Sabino d'Acunto - Direzione e Redazione:  
Foro Traiano 1/A, Roma - telefoni: (06)679.77.85/678.09.48 - Registrazione Tribunale Roma n. 16966 del  
15.10.1977 (già n. 1861 del 15.2.1951) - «Centrostampa Nagard» Milano, Via Larga 11